Cniel
Centre national interprofessionnel de l'économie laitière

aout 2017

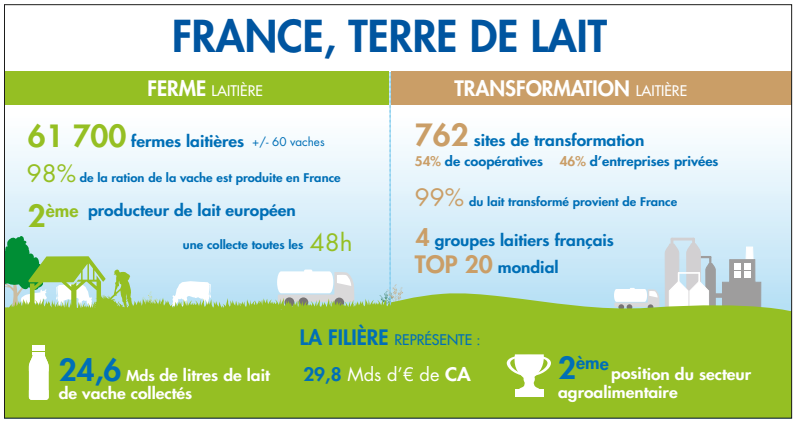
# ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION : LA FILIÈRE LAITIÈRE FRANÇAISE MOBILISÉE

La filière laitière est synonyme de diversité et de vitalité pour la France, à l'image de ses territoires et de ses paysages, de ses fermes et de ses vaches laitières, de ses acteurs et des nombreux processus de transformation, de ses produits et de leurs bienfaits.

Depuis plusieurs années, la filière laitière française connaît de profondes mutations.
Elle s'adapte à un nouveau cadre réglementaire, après trente ans de régulation et de stabilité et doit apprendre à faire face à la volatilité des marchés.
De plus, elle subit de plein fouet une crise économique majeure, tant par son ampleur que par sa durée.
Le secteur connait une profonde restructuration. Le nombre de producteurs continue de diminuer régulièrement ainsi que le nombre d'usines. Concernant l'amont, le métier d'éleveur laitier présente en effet un déficit d'attractivité qui s'est encore renforcé sur les dernières années. L'astreinte journalière liée à l'activité laitière cumulée aux faibles revenus, de plus en plus volatils, en sont les raisons principales. La moitié des exploitants laitiers a perçu des revenus inférieurs à 354 €/mois en 2016.
La consommation de produits laitiers est, au mieux, stable en France et dans l'Union européenne. Et ces marchés qualifiés de « matures » sont exposés aux discours « anti-lait » envahissants et à de nouvelles tendances de consommation privilégiant les protéines végétales au détriment des protéines animales.
Par ailleurs, d'autres marchés s'ouvrent : la demande mondiale est structurellement à la hausse et la France reconnue pour son savoir-faire inégalable.

Dans cette nouvelle donne laitière, la filière française a pourtant de formidables atouts : son exigence et son savoir-faire en termes de qualité, la richesse de son offre en produits laitiers, son lien au sol, sa géographie favorable. Quant à son potentiel de compétitivité, il peut être renforcé tant au stade de la production que de la transformation, pour faire face à de nombreux défis : changement climatique, volatilité, demande mondiale croissante, attentes sociétales renouvelées.

La filière laitière est déterminée à saisir les nouvelles opportunités offertes par le développement des marchés, notamment à l'international, mais aussi au sein du marché européen en apportant des réponses aux attentes des consommateurs, de tous les consommateurs.



# / TOUR D'HORIZON 2017 : OPPORTUNITES ET GRANDS ENJEUX DE LA FILIERE

## Un nouveau contexte réglementaire

La filière laitière française fait face à un nouveau contexte réglementaire et s'est engagée dans de profondes mutations depuis plusieurs années. L'Organisation Commune du Marché du lait et des produits laitiers a été régulièrement réformée, en dernier lieu par la réforme de la PAC entrée en vigueur le 1er janvier 2014 et par la sortie du régime des quotas laitiers le 1er avril 2015.
*La filière laitière doit s'adapter aux perturbations de marchés que ce nouveau contexte engendre.*

## Des marchés porteurs mais… turbulents

Même s'il est fortement mouvementé, le marché mondial offre de réelles opportunités économiques. La demande mondiale de produits laitiers connaît une croissance de 2,5% par an, tirée par les pays émergents. La consommation de produits laitiers continue de se développer de façon importante en Asie et les perspectives à plus long terme en Afrique sont particulièrement intéressantes. Un certain nombre d'indicateurs économiques montre que l'Europe laitière et en particulier la France sera un acteur majeur au niveau mondial.
*La filière laitière doit tirer bénéfice de cette ouverture et saisir les opportunités économiques qui se présentent à elle.*

## Un marché intérieur mature et … défiant

La consommation de produits laitiers est maintenant stable, avec toutefois une tendance à s'éroder, en France et dans l'Union européenne. Les produits laitiers sont ancrés dans notre culture alimentaire. 80% des Français, âgés de 3 à 75 ans, consomment tous les jours des produits laitiers.

Ces derniers sont associés par les consommateurs à différentes valeurs : le goût, le plaisir, la santé, l'accessibilité en termes de prix, l'adaptabilité à tous les modes et moments de consommation, la naturalité, la praticité, la qualité, la sécurité sanitaire et le lien aux terroirs…

Les produits laitiers font face, comme l'ensemble du secteur alimentaire, à une véritable défiance de la part de certains consommateurs et des inquiétudes.
L'étude « Inquiétudes » menée en 2016 par OCHA /CERTOP/ CREDOC montre que 57% des Français - soit + d'1 français sur 2 ! - expriment au moins une inquiétude concernant les produits laitiers , avec en tête : l'hygiène et la fraîcheur des produits, l'alimentation et le bien-être animal (catégories en forte progression) et enfin des inquiétudes sur les process industriels.
Certaines associations hostiles à l'élevage profite de ce contexte sociétal pour valoriser un modèle alimentaire excluant les protéines d'origine animale et accentue la pression sur le secteur laitier.

Ce type de problématique se retrouve dans l'ensemble des pays européens et des pays industrialisés.

*« Quels sont, pour les produits laitiers, les principaux facteurs d'inquiétude ? »*
*Etude Inquiétudes - Ocha - certop – Credoc 2016*

## Les enjeux sociétaux redéfinissent les attentes du/des marché(s) !

La filière laitière cristallise un grand nombre de nouvelles attentes sociétales fortes, à savoir des demandes de :

- **Traçabilité :** savoir d'où vient le produit, le suivre à toutes ses étapes
- **Information sur les modes de production et de transformation :** savoir comment les animaux sont nourris, comment le produit est transformé
- **Bien-être animal et les pratiques d'élevage :** réflexion autour du pâturage, gestion de la douleur…
- **Durabilité de l'élevage laitier :** problématiques environnementales, gestion des ressources et de la biodiversité…

La filière laitière entend ces demandes, elle s'est déjà engagée sur certains chantiers pour y répondre et poursuivra dans cette voie.
Où en sommes-nous ?

## Les engagements des acteurs laitiers

➡ **95% des éleveurs laitiers ont signé la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevage :** cette charte est un outil de développement et de progrès de ses pratiques. Elle couvre six engagements essentiels : la traçabilité, la qualité, l'alimentation, la santé, le bien-être et la protection de l'environnement. Tous les trois ans, un technicien d'élevage réalise un contrôle sur la ferme.

➡ **Lors de la COP 21, la filière laitière française s'est engagée à réduire de 20% l'empreinte carbone du lait d'ici 2025, après l'avoir réduite de -23.8% de 1990 à 2010**. A cette occasion, le CNIEL est aussi devenu membre de l'initiative « 4 pour 1 000 ». Cette initiative consiste à fédérer tous les acteurs volontaires du public et du privé dans le cadre du Plan d'action Lima-Paris. Elle vise à montrer que l'agriculture, et en particulier les sols des zones d'élevage, peuvent jouer un rôle crucial pour la sécurité alimentaire et le changement climatique. Elle invite tous les partenaires à faire connaître ou mettre en place les actions concrètes sur le stockage du carbone dans les sols et le type de pratiques pour y parvenir.

➡ **En juin 2017, le CNIEL a également ratifié la déclaration de Rotterdam**. Signée entre la FAO et la FIL (Fédération internationale du Lait) le 19 octobre 2016 à Rotterdam, elle positionne le secteur laitier comme le premier secteur agro-alimentaire à avoir relevé le challenge d'atteindre les objectifs de l'ONU et de lutter contre le réchauffement climatique. Le secteur laitier français s'engage en faveur du programme de développement durable des Nations-Unies à l'horizon 2030.

**Cet accord reconnaît :**

➡ La contribution fondamentale du secteur laitier au développement durable ;
➡ Le rôle essentiel des produits laitiers dans une alimentation équilibrée, nutritive et saine ;
➡ La contribution majeure de la filière laitière à l'économie des pays, au revenu, à l'emploi et à la subsistance des petits exploitants ;
➡ Le rôle clé du secteur laitier dans la gestion des écosystèmes terrestres, la nécessité de prendre en compte la dégradation de l'environnement et le changement climatique et de soutenir la biodiversité.

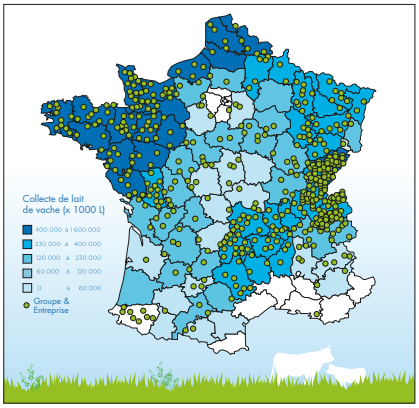
# / LA FILIERE LAITIERE FRANCAISE, FILIERE D'EXCELLENCE

## La qualité

La filière laitière a su relever un défi majeur : l'exigence de qualité du lait. La maîtrise sanitaire du cheptel et de son alimentation, les 120 millions d'analyses annuelles sur le lait produit, la responsabilisation de chaque acteur, la chaîne qualité particulièrement exigeante sont des atouts pour la filière laitière française pour répondre aux attentes du marché, qu'il soit mondial ou intérieur.

## La diversité

Le climat tempéré, la bonne pluviométrie et les vastes espaces dédiés aux pâturages ou à la culture de fourrage font de la France par nature un grand pays laitier. En France, une exploitation agricole sur quatre est une ferme laitière. La diversité des reliefs et des terres a façonné une multitude de terroirs auxquels la production laitière s'est adaptée.




Présentes dans un grand nombre de départements français, les fermes laitières sont plus nombreuses
dans le « croissant laitier français » qui va du Grand Ouest (Pays de Loire, Bretagne, Normandie) à la région Rhône-Alpes, en passant par la Lorraine, la Franche-Comté, le Nord Pas-de-Calais et l'Auvergne.
La ferme laitière française est à taille humaine (ce que le consommateur plébiscite) avec un troupeau moyen de 59 vaches laitières.
Pluriels par leur taille (des PME régionales aux groupes internationaux), par leurs types de productions, mais également par leurs statuts (entreprises, coopératives ou sociétés commerciales), les acteurs de la transformation sont bien répartis sur l'ensemble des régions laitières, à proximité des fermes.

La filière laitière revendique aujourd'hui sa diversité qui tient à une forte tradition laitière française, à son lien aux territoires et à son extraordinaire capacité d'adaptation et d'innovation.
La richesse de l'offre de produits laitiers en est l'expression la plus connue, plus de 1 500 produits laitiers (plus de 1 200 fromages !), une filière biologique en fort développement, des AOP, des IGP, et un dynamisme en termes d'innovation produits (la France 3ème pays mondial en termes d'innovation MINTEL, 2014).

**DIVERSITÉ**

+ de **1500** produits laitiers

**50 AOP**

2,3% du lait bio collecté

### La filière des AOP laitières :
### un marché et une organisation dynamiques, qui répond aux préoccupations actuelles

Les produits laitiers sous appellation sont des produits traditionnels de qualité issus d'une zone géographique spécifique leur conférant une typicité valorisée sur le marché. Derrière ces produits sont structurées des filières maintenant des systèmes de production adaptés aux enjeux/respectueux des caractéristiques de leurs terroirs, encadrés par un cahier des charges rigoureusement contrôlé. L'OCM a donné une prérogative particulière sur la gestion des volumes des fromages en lien avec la qualité.

**L'AOP c'est :**
Un collectif d'opérateurs mobilisé
Un cahier des charges contrôlé
Une origine délimitée
Une dénomination protégée
Un produit traditionnel de qualité

**Qui garantit :**
Des produits agricoles à haute valeur ajoutée
Un partage de la valeur au sein de la filière
Une dynamisation des territoires ruraux , notamment des zones défavorisées
Une protection de la gastronomie française

**EN CHIFFRES :**
50 AOP laitières,
17950 producteurs de lait,
1290 producteurs fermiers,
432 ateliers de transformation,
229 000 t de produits,
1,9 milliard d'euros
soit 12% du CA des entreprises laitières
75 % de fromages au lait cru

*Source : CNAOL – juillet 2017*

## La filière laitière, acteur économique majeur dans les territoires

En termes d'emploi, la filière laitière générait en 2010, 330 000 emplois sur l'ensemble du territoire français, y compris dans des zones difficiles et participe à la dynamique du monde rural. Dans certaines zones, l'élevage laitier peut représenter 85% de l'emploi agricole total, comme en Franche-Comté.

La filière laitière française est un acteur économique majeur de la compétitivité et de la croissance en France. La production laitière génère un CA de 9.9 milliards d'euros soit 36% de l'ensemble des produits animaux et 14% de la production agricole française. L'industrie laitière est en 2ème position du secteur agro-alimentaire et génère un CA de 31.9 milliards d'euros, soit 20% du CA du secteur agroalimentaire (ESANE 2014).

La filière laitière a su se donner un élan offensif et une vraie dynamique à l'international avec des exportations en produits laitiers : sur 10 litres de lait collectés en France, 4 litres sont exportés. Moteur dynamique et compétitif de l'économie française, la France exporte pour 6,6 milliards d'euros de produits laitiers. 64% des exportations de produits laitiers sont destinées au marché européen.

La filière laitière contribue ainsi favorablement à la balance commerciale française en valorisant le lait qui est produit et transformé sur le territoire national.

## La filière laitière préserve les paysages, la biodiversité et le sol

Les services agroécologiques rendus par l'élevage laitier français sont multiples :

L'alternance des prairies et des parcelles cultivées crée une mosaïque de paysage. Cette mosaïque constitue un réservoir de biodiversité ordinaire, en fournissant à la faune et à la flore des abris pérennes et des zones de refuge. Elle limite également le ruissellement des eaux.

L'élevage s'accompagne de pratiques agricoles favorables aux prairies permanentes dont la gestion préserve la durabilité des sols, limite leur érosion et participe à l'amélioration de la qualité de l'eau. Les études montrent que les systèmes de polyculture élevage sont les plus économes en termes d'utilisation de pesticides (en moyenne, -40% par rapport aux systèmes de polyculture ).

La prairie permanente et les haies sont aussi d'excellents puits de carbone, compensant une partie des émissions de méthane entérique des animaux.

Enfin, les sols situés en zone d'élevage (prairies permanentes et temporaires) se caractérisent par une teneur en matière organique supérieure aux sols des régions de grandes cultures. De même, l'utilisation des effluents d'élevage remplace l'utilisation d'azote minéral (engrais chimiques).

La filière laitière est mobilisée autour de ces grands sujets et s'est dotée d'outils permettant de mesurer ses impacts et ses contributions positives sur l'environnement.

# / LES GRANDS DEFIS DE LA FILIERE LAITIERE : LA FILIERE ET SES ACTEURS ONT BESOIN D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR

## LES GRANDS DEFIS IDENTIFIES :

**L'ambition de la filière laitière est de continuer à fournir du lait et des produits laitiers nutritifs et de qualité aux consommateurs, d'accroître sa compétitivité et de poursuivre la réduction de son impact environnemental. La filière a identifié de grands défis à court et moyen termes - tant en amont qu'en aval - et entend les relever avec responsabilité et dans le respect de sa diversité :**

### 1. Sur la création de valeur :

- Améliorer sa performance économique tout en préservant la durabilité et la diversité de la filière
- Se positionner sur les marchés mondiaux en valorisant la qualité de nos produits

### 2. Sur la compétitivité et la pérennité de la filière :

- Améliorer l'attractivité du métier d'éleveur et préparer les acteurs de demain
- Atteindre l'autonomie alimentaire des troupeaux laitiers (protéines, coût de l'alimentation et soja)
- Adapter la filière et ses acteurs au changement climatique
- Conserver une dynamique laitière sur l'ensemble du territoire

### 3. En aval, auprès des consommateurs :

- Garantir l'accessibilité des produits laitiers
- Rassurer le consommateur - tant sur la qualité des produits que sur les pratiques et process
- S'adapter aux évolutions de la société, et attentes/exigences sociétales et environnementales

Les Etats Généraux de l'Alimentation et l'ensemble des parties prenantes mobilisées peuvent très concrètement accompagner la filière laitière française et garantir l'excellence du modèle laitier français, de ses acteurs et de ses produits en France et à l'International. Comment ? La filière laitière partage ici sa feuille de route sur ses défis.

# 1. LA CREATION DE VALEUR DE LA FILIERE

## L'enjeu de la volatilité

La compétitivité de la filière est liée à la résilience des acteurs laitiers à l'encontre de la volatilité.
Les deux dernières années, le secteur laitier français a subi de plein fouet une crise majeure tant par son ampleur que par sa durée. La hausse massive de la production en Europe alors que la demande mondiale subissait le contrecoup de l'embargo russe et d'une baisse des importations chinoises, a provoqué une chute brutale des cours des produits industriels laitiers et une baisse drastique du prix du lait payé aux producteurs français. En 2016, un régime de régulation d'urgence a été mis en place en toute fin d'année, mais à contretemps.

Cette crise a également montré la limite des outils de régulation actuels, notamment celle de l'intervention publique qui sert de débouché du fait de l'absence de couplage à une régulation de l'offre.

➡ L'interprofession laitière française demande l'inscription permanente, au sein des outils de gestion du marché des produits laitiers, d'un dispositif de réduction temporaire et volontaire de la production en période de crise, qui soit davantage réactif. Le CNIEL demande le soutien du gouvernement pour défendre cette position auprès des instances communautaires.
Un autre levier : favoriser l'épargne de précaution en « temps calme ».

## Saisir les opportunités de croissance sur les marchés mondiaux

La filière laitière souhaite créer de la valeur en différenciant son offre et en répondant aux attentes sociétales, sur l'ensemble des marchés. Faciliter l'export est un enjeu primordial pour la filière et pour la France et ses territoires.

**Cela passera par :**
➡ Un engagement fort des pouvoirs publics à nos côtés pour nous aider à lever les freins à l'exportation (questions sanitaires, contrôle, etc…)
➡ Des cofinancements publics pour développer nos débouchés en Europe, notamment sur les ex-PECO et autres nouveaux pays UE de l'Est, et surtout hors Europe sur les nouveaux marchés porteurs du Grand-export et enfin compte-tenu de l'effet potentiel négatif du Brexit, sur la Grande-Bretagne pour maintenir nos parts de marchés
➡ Le renforcement de la diplomatie économique et une place pour le secteur laitier dans les bagages du gouvernement serait une aide conséquente pour ouvrir de nouveaux débouchés
➡ La signature d'accords de libre-échange favorables au secteur laitier

## Réduire les émissions de carbone pour un gain de durabilité et de performance de la filière

La filière laitière est déjà très engagée. En élevage, le plan Ferme Laitière Bas Carbone en cours de déploiement, a pour objectif un engagement de l'ensemble des éleveurs laitiers français dans la réduction des émissions de GES. Pour la partie transformation, plusieurs projets sont en cours, notamment sur les économies et la réutilisation de l'eau, les économies d'énergie, la réduction des émissions de poussières…

A titre d'exemple, le déploiement de l'initiative Ferme Laitière Bas Carbone sur 50 000 fermes françaises permettrait d'éviter l'émission d'au moins 2 millions de tonnes de $CO_2$ en 10 ans et permettrait d'améliorer la compétitivité de la filière en optimisant les coûts de production, soit une réduction moyenne de 10€/1000L est envisageable.

**Avec le soutien des pouvoir publics, la filière laitière s'engage à poursuivre sur sa lancée et à ouvrir de nouveaux chantiers pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris :**
➡ Poursuite et intensification du déploiement à grande échelle de l'initiative Ferme Laitière Bas Carbone, avec diagnostic individualisé et actions de conseil auprès des éleveurs. Coût estimé : 180 millions d'euros sur 10 ans
➡ Mise en place de programmes de recherche appliquée visant à optimiser les opérations de transformation existantes afin de réduire les impacts environnementaux.
➡ Application des résultats obtenus lors d'études précédentes, en engageant une discussion sur les freins à la mise en place, en particulier réglementaires (réutilisation de l'eau), et en aidant au déploiement (micro méthanisation).

# 2. LES CONDITIONS DE LA PERENNITE DE LA FILIERE ET CONSERVER LE MODELE LAITIER FRANCAIS

## Améliorer l'attractivité du métier d'éleveur et préparer les acteurs de demain

En seulement trois ans, entre 2010 et 2013, l'emploi total sur les fermes laitières a diminué de 12 876 UTA (unité de temps annuel). Seulement une exploitation laitière sur trois est reprise en France. Et entre 2000 et 2010, un élevage sur trois a disparu sans que l'activité laitière ne soit reprise par une autre exploitation : l'élevage laitier fait ainsi face à une disparition de ses acteurs.

Le métier d'éleveur laitier présente en effet un déficit d'attractivité qui s'est encore renforcé sur les dernières années. L'astreinte journalière liée à l'activité laitière cumulée aux faibles revenus, de plus en plus volatils, en sont les raisons principales. La moitié des exploitants laitiers a perçu des revenus inférieurs à 354 €/mois en 2016. Ainsi, les niveaux d'installation sont aujourd'hui encore moindres que ceux imaginés : là où la profession projetait 1 500 installations par an pour atteindre 36 000 exploitations en 2035, ce sont seulement 1 200 installations qui sont constatées ces dernières années.

Pour autant, on compte près de 30 % de moins d'entrant de moins de 40 ans depuis 2010 qu'entre 2000 et 2009. On a ainsi assisté à une diminution de moitié des chefs d'exploitation (ou co-exploitants) de moins de 40 ans entre 2000 et 2010 et de 16 % supplémentaires entre 2010 et 2013. Ils représentaient à cette date moins du quart des exploitants laitiers.

L'enjeu de l'installation est pour autant crucial que ce soit pour le maintien de la production laitière nationale sur le long terme comme pour le maintien d'exploitations familiales et des modes de productions traditionnels - notamment le pâturage.

Parallèlement, le profil de l'emploi sur les fermes est en pleine mutation, avec une progression forte ces dernières années de l'emploi salarié. La facilitation de l'accès à l'emploi salarié, en temps plein, partiel en portage partagé entre plusieurs exploitations, est vital pour le maintien des exploitations, petites et moyennes, sur l'ensemble du territoire. Il permet de répondre aux attentes fortes des éleveurs de se libérer de l'astreinte quotidienne et continue toute l'année. Si les plus grandes exploitations -principalement des structures collectives regroupant plusieurs éleveurs- sont moins confrontées à ces difficultés liées au salariat, c'est parce qu'elles ont fait le choix du travail collectif et partagé entre éleveurs pour répondre aussi à ces questions d'astreinte. Elles permettent également d'installer des jeunes, hors cadre familial.

**Pour pérenniser la filière laitière sur les territoires, plusieurs chantiers devront s'ouvrir :**

➡ Défendre une diversité de modèles et formes d'organisation du travail sur les élevages est fondamental pour assurer l'attractivité du métier d'éleveur laitier demain

➡ Faciliter l'accès aux investissements

➡ Travailler à la sécurisation des revenus est un préalable pour la pérennité de la filière laitière française.

## L'alimentation des vaches laitières

L'autonomie protéique est une nécessité tant économique que sociétale. La filière laitière souhaite trouver des alternatives durables au soja. Cette protéine majoritairement importée ne représente aujourd'hui que 2% de la ration des vaches mais apporte le complément nécessaire pour équilibrer cette ration. Cette transition est d'autant plus souhaitable qu'elle fait partie d'attentes fortes de la part des consommateurs (OGM, lutte contre les déforestations…).

**La réduction du coût de l'alimentation est un chantier à part entière tant il impacte le travail et la rentabilité des élevages.**

➡ Ces chantiers doivent pouvoir s'accompagner de nouvelles connaissances agronomiques et de leur transfert sur le terrain.

Le pâturage fait partie des attentes sociétales mais aussi des pratiques courantes des éleveurs français. Ainsi, 92% des vaches françaises accèdent à des prairies en France et en moyenne, il y a 31 hectares de surfaces toujours en herbe sur la ferme laitière française. C'est un levier de performance économique et environnemental.

➡ Des outils techniques et innovants pour un véritable développement agricole sont nécessairess pour que les éleveurs puissent progresser dans leur pratique fourragère et maintenir la prairie.
Des moyens financiers sont indispensables pour développer un véritable « plan d'action prairie ».

## Adaptation au changement climatique

Le changement climatique est déjà une réalité en France : en 30 ans les températures estivales ont augmenté de 2°C, le déficit hydrique au printemps s'est creusé de 100 mm et certaines pratiques de cultures ont déjà été modifiées (ex : récolte de maïs plus précoce). Toutes les études montrent que les impacts du changement climatique vont s'accentuer. Aussi, des changements plus profonds et certains investissements seront nécessaires pour maintenir la compétitivité de l'élevage laitier français.
En élevage, le programme Climalait, initié par le Cniel, a permis d'identifier les conséquences du changement climatique sur les systèmes fourragers des principales zones de production laitière en France.
Au niveau de la transformation laitière, le programme Aquarel mené par le Cniel a permis d'identifier les technologies de récupération et de recyclage de l'eau pour faire face à de possibles restrictions de l'usage de l'eau du réseau en période de sécheresse. Ces restrictions sont déjà une réalité : certains sites normands et vosgiens ont dû limiter leur production voire l'interrompre une journée suite à des restrictions ponctuelles de prélèvement d'eau. Des situations critiques de manque d'eau et de restriction de pompage, telles que celles déjà observées en Espagne, pourraient apparaître dans des régions de France d'ici cinq ans.

**Pour aller plus loin, la filière laitière française sollicite le soutien des pouvoirs publics :**
➡ L'aide au déploiement des résultats de Climalait sur le terrain : sensibilisation des éleveurs et apport de conseils pour accompagner les changements
➡ L'adaptation des bâtiments (conditions d'ambiance) existants et l'investissement dans de nouveaux bâtiments mieux adaptés au nouveau contexte climatique
➡ La mise en place de programmes de recherche nécessaires à l'adaptation des systèmes d'élevage : cultures fourragères, maîtrise des conditions sanitaires ou encore génétique des animaux (robustesse)
➡ Une meilleure gestion de la ressource en eau en levant certains freins réglementaires liés à la réutilisation de l'eau issue du process en usine et en élevage par le recours aux retenues collinaires, par exemple.

## Maintenir la dynamique laitière dans les zones de montagne

Les filières de montagnes contribuent à la dynamique laitière française et engendrent une vitalité économique et sociale indispensable à ces territoires. Or, ces filières sont soumises à des handicaps naturels qui génèrent un impact fort sur les coûts de production entre 30 et 40 % supérieurs qu'en plaine et surcoût de collecte estimé à 14€/1000 litres non compensés sur les produits. Un accès au marché non différencié pour 65% du lait produit en montagne et les outils industriels ne permettent pas de gérer les surplus ou d'optimiser le bilan matière.

➡ Le maintien de l'activité laitière en zone de montagne pourrait être conditionnée par une compensation des surcoûts de collecte pour toutes les entreprises présentes sur les zones de montagne, telles que définies à l'article D. 113-14 du code rural et de la pêche maritime, quelle que soit leur taille.

**En France,**
22% des exploitations laitières sont en zone de montagne,
17% du cheptel de VL. 50% des entreprises laitières sont en zone de montagne, ce qui représente un quart du territoire.
151 000 emplois dans les exploitations agricoles de montagne. Côté entreprises de transformation, elles génèrent en montagne plus d'emplois qu'en plaine
soit 1.7 emploi par millions de litre en montagne pour 1.1 en plaine.
30% des exploitations de montagne produisent sous signe de qualité.

# 3.ET POUR LE CONSOMMATEUR

## Garantir l'accessibilité des produits laitiers

Le lait et les produits laitiers sont essentiels à une alimentation équilibrée du fait de leur richesse nutritionnelle. Ils sont connus comme source principale de calcium mais ils contiennent aussi une multitude d'autres micronutriments naturellement présents dans le lait qui interviennent dans de nombreuses fonctions vitales pour l'organisme. Ils sont aussi les premiers contributeurs en calcium, phosphore, potassium, iode, vitamine B2 et les seconds en vitamines B12, B5, D, A et zinc. Le lait et les produits laitiers contribuent à l'équilibre alimentaire et à la santé à tous les âges et les stades de la vie, de la conception à la vieillesse.

La plupart des recommandations nutritionnelles sont élaborées pour couvrir les besoins journaliers de base.
Ces recommandations sont fondées sur les données issues de la recherche - qui associent certains aliments ou nutriments ou modèles alimentaires à une diminution du risque de maladie dans la population.
Des données ont également montré qu'il était possible d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation en privilégiant la variété, mais également en favorisant spécifiquement certains aliments ayant un bon rapport qualité nutritionnelle/prix. C'est le cas, au sein d'un régime alimentaire équilibré, de certains aliments remarquables, comme les féculents et légumes secs et les produits laitiers, en particulier le lait.
Les produits laitiers sont particulièrement accessibles en termes de prix et participent à l'équilibre nutritionnel des consommateurs, de tous les consommateurs.

➡ Le CNIEL demande donc le maintien du repère de 3 produits laitiers par jour au sein du PNNS.
Avec un repère à 2 produits laitiers par jour, c'est plus de 90% des adultes français qui n'atteindraient pas la référence nutritionnelle en calcium pour la population adulte et 7 français sur 10 qui ne couvriraient même pas leur besoin nutritionnel moyen (BNM). Seraient particulièrement fragilisés les plus démunis.

## Renforcer notre exigence de qualité et répondre aux attentes sociétales

La filière a identifié un certain nombre de chantiers à mener pour pouvoir répondre aux demandes des consommateurs citoyens – et sollicite une aide conséquente des pouvoirs publics pour aider la filière à répondre à des demandes des consommateurs citoyens, parmi lesquelles :

➡ Le pâturage (voir plus haut)

### La garantie d'absence de résidus d'antibiotiques dans les produits finis et la réduction de leur usage en élevage

La filière garantit l'absence de résidus d'antibiotiques dans le lait conformément aux réglementations en vigueur et s'attache à réduire leur utilisation en développant des actions de prévention et des alternatives.

**Le Cniel s'inscrit ainsi dans le plan « Ecoantibio ».**

➡ Travailler à une meilleure prévention des maladies en élevage bovin (ex. le plan national Mammites j'anticipe)
➡ Travailler à des outils d'autodiagnostic en vue d'une utilisation raisonnée des traitements
➡ Pour aller plus loin, développer des alternatives aux antibiotiques comme les huiles essentielles
Pour cela, il faut évaluer leur impact sur la santé animale et la qualité du lait, et le cas échéant, lever un certain nombre de freins réglementaires.

## Répondre aux demandes des consommateurs sur le bien-être animal et les conditions d'élevage

Cette réflexion fondamentale doit se décliner tant au niveau de l'enjeu « sociétal » que de celui de la compétitivité.

➡ Un travail est en cours au Cniel pour définir des indicateurs d'évaluation du bien-être animal. Des programmes d'amélioration des pratiques sont déjà engagés au sein de la filière laitière : la gestion de la contention et de la douleur lors de l'écornage a été identifiée comme un point d'amélioration des pratiques des éleveurs.

➡ Le programme « ébourgeonnage » doit permettre aux éleveurs d'améliorer leurs pratiques. Anticiper et traiter au mieux les principaux problèmes de santé en élevage bovin (boiteries et mammites) sont des travaux engagés au sein du CNIEL, avec des partenaires de terrain. Ainsi, le programme Mammites ambitionne de réduire cette maladie en élevage laitier.

Et pour aller plus loin en permettant aux éleveurs d'anticiper sur les demandes des consommateurs

➡ Des travaux sur le bâtiment, comme facteur d'amélioration du bien-être animal, pourraient être envisagés.

## Mieux informer le consommateur

Dans le contexte de défiance vis-à-vis de l'alimentation de la part de certains consommateurs, la filière laitière fait face à une concurrence agressive qui crée la confusion en se réattribuant les valeurs du lait et des produits laitiers, voire ses dénominations (lu récemment dans un livre de cuisine « parmesan végétal »).

➡ La filière laitière souhaite construire une campagne de communication forte et co-financée pour affirmer l'importance des produits laitiers et de la filière face à leurs détracteurs

➡ Face à la concurrence agressive des substituts végétaux, la filière laitière demande une meilleure information des consommateurs par le respect des dénominations laitières et le renforcement des contrôles de la part des pouvoirs publics

## Atteindre la triple performance en technologie laitière : fonctionnelle, nutritionnelle et environnementale

Aujourd'hui, les consommateurs se montrent suspicieux quant aux procédés de transformation appliqués aux matières premières agricoles. L'industrie alimentaire en général apparaît comme une boîte noire dégradant la naturalité des produits agricoles. L'industrie laitière n'échappe pas à cette vision.

➡ Il apparaît essentiel de disposer de connaissances sur l'incidence des schémas technologiques sur l'état, les fonctionnalités et la valeur nutritionnelle des différentes fractions de la matière première lait afin de guider les pratiques industrielles. Il s'agit d'évaluer l'incidence des schémas technologiques et de leur intensité tout en optimisant la performance des opérations et en réduisant les impacts environnementaux. Un tel programme transversal de recherche et d'innovation industrielle pourrait trouver des applications dans plusieurs secteurs agro-alimentaires.

**Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière**
Association Loi 1901 n°74/489
42 rue de Châteaudun - 75314 ¨PARIS CEDEX 09 - Tél : 33 (0)1 49 70 71 11 - www.cniel.com

Contact : Marie-Pierre Vernhes
Directrice des Affaires Publiques du Cniel
mvernhes@cniel.com - tel : 06 31 77 39 14
Twitter : @Cniel